

LE GAMIN DE PARIS

GAITÉ.

DRAPEAU DU PEUPLE : FRATERNITÉ, ÉGALITÉ, LIBERTÉ.

FRANCHISE.

Bureau, place de l'École, 16 ; — Dépôt au dit Bureau et rue Gît-le-Cœur, 4.

Prix de l'Abonnement pour Paris : un an, 8 fr., six mois, 4 25, trois mois, 2 25. — La Province : un an, 14 fr., six mois, 7 25, trois mois, 4. — L'Etranger, 22 fr., 11, 6.

Les Articles envoyés au Journal doivent être signés. (AFFRANCHIR.)



La chambre a refusé, à la majorité, l'autorisation de poursuites contre Louis Blanc.

CANDIDATURE ET PROFESSION DE FOI DU GAMIN DE PARIS.

Un grand nombre de galopins ont pensé que ce serait chose utile pour la France et le monde entier d'avoir à l'Assemblée nationale un représentant qui les représentât, eux, galopins. La classe des flâneurs est trop nombreuse et trop nécessaire à la propagation des canards pour qu'elle n'ait pas un organe à la Constituante. J'ai cru d'abord qu'il était décent de faire semblant de refuser : tous les jours, je prends sur les murs de Paris et de la banlieue de chouettes leçons de fausse modestie. Et puis, je trouve rigolo d'être à la fois humble et important. Aussi dis-je aujourd'hui à la France, par la voie de la presse, à l'instar de M. Emile, que je sais parfaitement que les témoignages flatteurs reçus par votre serviteur de tout son cœur ne s'adressent pas à sa personne, qui a le nez retroussé, mais à ses idées. En effet, comment comprendre la chose autrement ? Il est des vérités de La Palisse que ne dédaignent pas d'habiles publicistes (blagueurs politiques). Pardon, une fois pour toutes, si j'emploie des mots que je ne comprends pas : j'ai la tête farcie de professions de foi, et je me sens entraîné à des considérations et à des faussetés qui ne sont pas de mon âge.

Pardon encore, si je n'ai pas à mon service des discours à compartiments, comme M. Victor Hugo ; et si je ne vous dis pas : C'est ceci ou c'est cela ; si ce n'est pas ceci, c'est donc cela. Il n'y a que deux choses, toutes deux dans l'avenir. Je suis prophète ; je serais un très bon constituant ; je suis votre candidat ; tirez-vous de là.

Pardon, si, comme le comte Léon, je ne suis pas sorti de la... maison d'un grand homme ;

Si, comme MM. de Giac et compagnie, je ne puis empêcher le centre de Paris de se déplacer au moyen de la vapeur ;

Si, comme M. de Chambolle, je n'annonce pas moi-même que j'ai consenti à payer mon inscription sur une liste de candidats.

Si, comme le ci-dessus, je ne vous fais pas un discours... à la Socrate, comme dit papa... pour vous prouver, que suivant l'exemple de ce magister, qui ne voulut point se laisser sauver de la mort, je n'ai pas voulu, moi, me sauver de l'oubli.

Pardon si je n'ai pas à publier, comme le citoyen Chavant, une lettre d'adhésion signée de l'illustre Degousée, qui a enfin trouvé le signe distinctif !

Si je n'ai jamais rien produit d'aussi mauvais que les tableaux des grands peintres Etx et Delestre ;

Si je ne fais point, comme un monsieur dont le nom m'échappe, l'apologie de la richesse ;

Si, comme la plupart des candidats, je ne cherche pas à déchaîner les passions de la propriété.

Excusez ! voilà du sérieux. C'est que, jusqu'ici, je ne ai parlé que de ce que je ne suis pas.

Voilà à c't'heure ce que je suis été, ce à quoi je puis être bon.

Je suis le gamin des barricades, non pas celui qui tire à bout portant sur le soldat sans méfiance, mais celui qui, découvrant sa poitrine, dit aux pauvres troupes : Tirez sur un frère !... Je suis le gamin quelquefois sensible, quelquefois rageur, toujours bon enfant. Je connais à fond le bouchon, la toupie. J'apprendrais à mes collègues, à glisser sans tomber, à bien se poser pour ramasser les

gros sous, à monter à l'arbre de la liberté pourvu que ce soit un mat de cocagne... Enfin, je ferai rire ces messieurs ; mais ils riront de mes bons mots au lieu de rire de leurs bêtises. Je pourrai même, au besoin, être le bouffon qui, d'un geste, d'un mot, d'une grimace, désarme le souverain... et sauve une tête...

... Dans tous les cas, citoyens électeurs et éligibles, je vous promets de ne jamais faire battre le rappel que deux fois par jour...

Croyez-vous, chers citoyens, que la franchise de mes opinions autant que mes antécédents bien connus, soient des titres suffisants à votre confiance. Dans ce cas, nommez-moi. Si j'avais voulu vous dire, comme M. de Genoude, « faites de moi ce que vous voudrez », je n'aurais pas posé, comme on dit, ma candidature.

Quelle que soit votre décision, je vous fais un pied de nez.

FOUYOU.

OPINION DE MON PÈRE SUR LE CUMUL.

Égalité, fraternité ! voilà ce que la République a proclamé, c'est-à-dire du pain pour tous, misère pour personne ou misère pour tous.

Citoyens, nous devons aujourd'hui bannir tout ce qui sent la royauté, à moins qu'il n'y ait utilité à conserver. Sous le régime déchu, le cumul a été violemment attaqué, les questions d'incompatibilité ont été soulevées, disons-le, avec succès vis-à-vis de la logique, du bon sens, du juste ; mais c'est avec douleur que nous avons vu les meilleurs arguments venir se briser contre le... Nous sommes satisfaits ! le cumul engraisait les uns pendant que d'autres mouraient de faim. Maintenant que tout est changé, le cumul serait-il permis et oserait-on, sinon l'autoriser, au moins le tolérer ? Poser la question en face des principes proclamés par la République, c'est la résoudre ! car autrement il faudrait effacer de notre sainte devise : Égalité, fraternité ! Il faudrait que la République tint son niveau incliné, étouffant ainsi les uns pour laisser grandir les autres ; c'est ce qu'elle ne peut faire.

Proscrire le cumul est juste, équitable, humain et fraternel. Le proscrire principalement de l'Assemblée nationale est un exemple nécessaire à donner. Vous le comprenez, il ne saurait y avoir égalité, fraternité, si un citoyen dévorait la part de deux citoyens ; nul ne doit s'emparer de deux positions dont chacune peut suffire à ses besoins.

Si un représentant du Peuple exerce en même temps comme avocat ou avoué, il déroge une position à la grande famille : double bénéfice, richesse pour lui, pauvreté, misère pour les autres. Est-ce là de l'égalité ? non, évidemment non. Il faut donc que tout représentant renonce, non seulement aux fonctions publiques, mais encore à l'exercice de sa profession, quand il ne peut exercer cette profession autrement que par lui-même.

D'un autre côté, maintenir le cumul du mandat de représentant du Peuple avec l'exercice de la profession serait consacrer une inégalité entre les représentants eux-mêmes, serait privilégier les représentants de Paris ; car, vous le comprenez, ceux qui arrivent de la province sont matériellement forcés de renoncer à leur profession. La République française consacrant le privilège, serait-ce possible ? Ce serait l'ère de la liberté autorisant la tyrannie, l'égoïsme.

Je dirai mieux, citoyens, non seulement notre intérêt privé en souffrirait, mais encore l'intérêt public. La République ne veut pas qu'on se sacrifie gratuitement pour elle ; mère généreuse, elle récompense largement ses en-

fans, mais elle demande et exige un dévouement complet : elle veut qu'on soit tout entier à elle ; chaque représentant, et aujourd'hui plus que jamais, doit lui consacrer tout son temps, son activité et les ressources de son intelligence ; il faut éviter enfin que l'intérêt de la République soit mis en présence de l'intérêt personnel, de peur que le moi ne domine et ne l'emporte. Je crois donc qu'une nouvelle question d'incompatibilité pourrait être posée en ces termes : Nul représentant ne pourra par lui-même exercer une profession quelconque.

NOUVELLES MISES EN ACCUSATION.

Lecteurs, c'est le pavé qui a fait nos révolutions ; vous lui devez reconnaissance, vous lui devez... j'allais dire des autels ; j'oubliais qu'il détestait l'aristocratie et surtout ses équipages. Eh bien ! ce pavé qui se soulève sous l'oppression et qui brise les trônes, ce pavé que j'aime, car c'est lui qui me donne l'hospitalité ; ce pavé m'a promis de me fournir tous les documents nécessaires pour mon journal. La première pièce qu'il me communique est la suivante ; je vous la donne sans commentaire.

Honneur, mille fois honneur (quoique je ne partage pas entièrement son opinion) au citoyen qui, le premier, a osé mettre en accusation les ex-ministres de la royauté déchu.

Honneur encore à celui qui, le premier, osera mettre en accusation les membres de l'ex-gouvernement provisoire ! Tous sont-ils coupables ? Ma conscience dit le contraire. Oui, il aura bien mérité de la patrie, le citoyen qui, par une semblable proposition, éclairera du flambeau de la vérité les actes des hommes auxquels le peuple a confié son pouvoir. Que le souffle démocratique sépare l'ivraie du bon grain ; qu'il fasse deux parts, et que l'une soit conservée ! que l'autre soit jetée au feu !

Le 24 février au matin, un placard, signé Caussidière et Sobrier, affiché à tous les coins de rue était ainsi conçu :

« Il est expressément recommandé au peuple de ne point quitter ses armes, ses positions ni son attitude révolutionnaire. Il a été trop souvent trompé par la trahison ; il importe de ne plus laisser de possibilité à d'aussi terribles et d'aussi criminels attentats. »

Les hommes, ô peuple, qui, pleins de confiance en toi, te criaient, l'arme au bras, la République est entre tes mains ! Que sont-ils devenus, quelles ont été leur récompense ? On s'est servi un moment d'eux, parce qu'ils étaient indispensables. Un jour on t'a désarmé ; le lendemain on a voulu t'enlever le droit de te réunir pour causer de tes intérêts ; on a proposé un projet de loi contre les attroupements.

Un autre jour, on a calomnié Caussidière, on l'a forcé de donner sa démission. Aujourd'hui, enfin, on veut clouer sur le banc des accusés celui qui le premier a songé à tes douleurs, à ta misère !

Il a échoué, il est vrai, mais ta plaie était si profonde, si cancéreuse, qu'il eût fallu un miracle pour la fermer du premier coup ; mais enfin si l'on s'occupe de ton sort, si l'on cherche le remède, à qui le dois-tu, si ce n'est à cet homme, dont le seul crime est d'avoir mérité ton amour et ta reconnaissance ?

O peuple, combien sont doux, mais dangereux, les baisers que tu donnes ! qu'un seul enfant de jalousies et de haines !

Hommes de la Régence, votre insolence est-elle à bout et vous arrêterez-vous à Louis Blanc ; votre souffle calomnieux osera-t-il effleurer ces noms qui vous font

frémir, Ledru-Rollin et Lamartine; avec eux est notre salut. Sans eux la République est le vaisseau livré à tous les vents, au milieu d'une mer grosse d'orages révolutionnaires. Longtemps battu par des flots ennemis, vaincu par la tourmente, il succombe, puis disparaît, et ses débris portés sur un des rivages voisins seront bientôt convertis en navires de la Régence, d'Henri V ou de Bonaparte.

Vous tous, je ne dirai pas peuple et bourgeois (car j'aime à le croire, il n'y a plus de bourgeois), vous tous citoyens qui aimez la patrie pour elle et non pour vous-mêmes, unissez-vous, empêchez qu'on ne décime un à un ceux qui se sont sacrifiés pour le triomphe de la liberté.

Arrière toute *délation*, toute fausse *accusation*!

Quant à vous, qui n'avez rien sacrifié pour conquérir vos droits; qui le matin consoliez une duchesse en herçant son jeune enfant dans l'espoir d'une couronne pour la trahir deux heures après, et crier Vive la République! Vous qui, dis-je, ne poursuivez qu'une chose... un portefeuille scellé de la Régence ou de la République!

Assez! de la pudeur, et ne venez pas aujourd'hui lancer vos réquisitoires contre ces élus de la Nation, car ces traits, imprudens que vous êtes, retomberaient en foudres sur vous!

Retirez vos accusations, renoncez à ce portefeuille que vous avez surpris dans la *débacle*; sinon vous paraîtrez bientôt sur le banc des accusés.

Si l'on persiste dans ce système d'accusation, je veux que justice se fasse pour tous et contre tous, je demande que tous les membres de l'ex-gouvernement provisoire soient mis en état d'accusation; qu'il soit déclaré *traître* à la patrie, celui qui, le matin, criait « Vive la Régence » et deux heures après « Vive la République! » Je demande l'enquête.

Je proposerais donc de mettre les membres de l'ex-gouvernement provisoire en accusation, comme coupables:

- 1° D'avoir trahi les intérêts de la France;
- 2° D'avoir faussé les principes de la République, liberté, égalité, fraternité; violé les garanties de cette liberté, attenté aux droits des citoyens;
- 3° D'avoir faussé les élections;
- 4° D'avoir trafiqué, dans un intérêt ministériel, des fonctions publiques, ainsi que de tous les attributs et privilèges du pouvoir;
- 5° D'avoir ruiné les finances de l'Etat et compromis ainsi les forces et la grandeur nationales;
- 6° De vouloir, par une politique ouvertement contre-révolutionnaire, remettre en question toutes les conquêtes de nos révolutions, et jeter le pays dans une perturbation profonde;
- 7° D'avoir attenté à la liberté individuelle des citoyens.

Que celui qui sortira pur de cette épreuve ait pour récompense l'amour du peuple; que les autres soient à jamais bannis!

Je regrette, lecteurs, que ce document qui m'a été livré par le pavé ne soit passigné, je lui donne principalement cette publicité, afin que l'auteur puisse venir au bureau, réclamer l'original qui lui sera remis sur récépissé pour s'en servir comme de droit.

CONFIDENCE.

Voici ce qu'on m'apprend, sous le *sceau du secret*, sur un *petit homme laid, bien laid*, qui occupe dans la République une fonction assez importante:

Ce petit homme était avocat à la cour de cassation ou avoué à une cour quelconque (toujours est-il que c'est un homme de cour); il vendit sa charge et les remboursements à faire moyennant une somme de... Comme il opérait les remboursements vendus, son successeur le fit citer deux ou trois fois devant le conseil de discipline, lequel conseil le condamna à rembourser les sommes indûment touchées. Vous m'avouerez qu'un adorateur du veau d'or n'en eut pas fait davantage.

Si quelqu'un connaissait cet honnête petit homme, il est prié de me transmettre tous les renseignements possibles à son égard, toujours... sous le *sceau du secret*.

Son signalement, c'est qu'il est laid et petit: il se glisse par les voies les plus étroites, les plus tortueuses, même les plus *boueuses*, peu lui importe, pourvu qu'il arrive à son but.

ÉLECTIONS.

L'autre jour on lisait sur les murs de Paris: « Le

prince de Joinville se présente à vos suffrages. » Hier samedi on placardait une profession de foi en faveur de Napoléon-Louis Bonaparte; on nous annonce aujourd'hui dimanche la profession de foi d'Henri V. Comme un descendant du roi de la rue ne s'est pas encore présenté, j'ai l'honneur, moi gamin, de m'offrir à vos suffrages.

— Thiers s'occupe peu par lui-même, dit-on, de sa candidature. On prétend que le succès lui en est assuré par des *tiers*.

Comment on reffermit le crédit de l'Etat en augmentant sa dette.

Le citoyen Billault, représentant du peuple, a présenté à la séance du 27 mai, au nom du comité des finances, un projet de décret très curieux par son *but*.

Au moyen de ce décret il rétablit les finances en augmentant les dettes de l'Etat.

La République donne 100 fr. pour 70 fr., paie 5 fr. d'intérêt par an pour 70 fr. Qu'on dise ensuite que nous n'avons rien gagné, et que les finances sont en mauvais état quand le comité pense que nous pouvons donner 15 fr. pour 10 fr.

J'engage les citoyens qui sont un peu au-dessus de leurs affaires à employer la recette Billault et Cie.

Le gouvernement ne partage pas tout-à-fait l'avis du comité.

Des plaisans nous affirment que les membres du comité, y compris l'austère Billault, ont fait ces jours derniers grand nombre d'achats de bons du Trésor; ce qui expliquerait alors le projet de décret dont l'art. 1^{er} est ainsi conçu: Art. 1^{er}. Les bons du Trésor, émis antérieurement au 24 février 1848 et renouvelés depuis cette époque et actuellement encore en circulation, sont convertis, à la date de ce jour, en rentes 5 p. c. au cours de 70 fr., pour tout porteur qui, dans la quinzaine, à partir de la promulgation du présent décret, n'aura pas fait connaître par une déclaration, reçue au ministère des finances, son refus d'accepter cette consolidation.

Ce projet de décret a déjà produit quelque chose... Une baisse assez forte sur les coupons de rentes; il promet pour l'avenir! Décidément, j'aime Billault, c'est un farceur.

LE BON GENDARME.

PRISON DE VINCENNES.

Bon gendarme, éternel gendarme, grave gendarme, gendarme enrhumé, toi qui en ma faveur, prolonges toute l'année la saison du carnaval!

Ah! que tu m'as donc fait passer à Vincennes de bons momens!

Figurez-vous d'abord qu'entré à l'Hôtel-de-Ville entre les jambes de Barbès, j'en suis sorti entre deux féroces nationaux.

Je suis pincé; c'est égal: Vive... la Pologne!

J'appelle un dragon; j'y dis:

— Gendarme, pourquoi donc qu'on veut nous fusiller? Est-ce que c'est pour nous faire du mal?

— Allons, crapaud, nous avons ordre de ne pas répondre.

En fin de compte, me voilà dedans avec des anciens. Ça parlait politique. J'ai dit: J'm'embête; qui joue au bouillon?

J'en avais un. Je le pose; je me recule de deux pas. Vlan! un atout contre la muraille.

— Ah! ça, gendarme, toi dont j'entends le pas mélodieux, mon vieux, est-ce que tu ne pourrais pas un peu reculer ça? Nous sommes quinze dans six pouces carrés. C'est pire qu'au Palais-Royal...

— National, galopin. Nous avons ordre de ne pas répondre.

— Gendarme, j'ai envie de sortir.

— Imbécille.

— Gendarme, je ferai mon rapport; vous avez ordre de ne pas répondre... Gendarme, viens ici que je te voie! Gendarme, passe ton nez, j'en ai besoin... Gendarme, viens ici que je t'embrasse.

— Gendarme, que dit alors un des conspirateurs, foutez-y donc quelque chose quelque part.

— Nous avons ordre de ne pas répondre.

Je proposai de fumer.

— Il a raison, le moutard. Eh bien! demande ça à ce monsieur.

— Gendarme, eh! gendarme, suspends donc ta cour-

se!... Cré chien, tu fais ta tête; gendarme, j'te reconnaitrai!...

— Va donc, mioche, disent les anciens.

— Gendarme, grand croque-mort, on veut fumer ici...

Rien.

— Amour de gendarme, passe-nous ta chique.

Rien.

— Gendarme, donne-nous de quoi piper, ou je t'appelle municipal.

— Eh! gamin, pas de bêtise!... Avez-vous des pipes?...

— Non.

— Je vas vous faire délivrer... des brûle-gueules.

— C'est bien. Demi-tour à droite, et pas de raisons. Vous avez ordre de ne pas répondre.

Vla qu'il revient avec des pipes.

— Et le tabac. Tu veux donc nous faire fumer sans tabac, hein, gendarme... hein, gendarme... hein, gen...

— Nous avons ordre de ne pas répondre.

Tu ne nous feras pas donner du trèfle, vilain municipal!...

— Attends donc un peu, moutard.... on va te servir.

Nous eûmes du trèfle; mais ni briquet, ni amadou qui prend du premier coup, ni allumettes chicchiques allemandes, deux liards le paquet, un sou la boîte.

— Gendarme, que je dis: tu ne pourrais pas demander qu'on te nous change?

— Il n'est pas encore content, ce crapaud-là!

— Vieux bêta, nous n'avons pas de feu. Donne-nous du feu, la Tulipe; des allumettes, Fend-les-Cœurs; Gourdin d'amour, mets le comble à notre satisfaction.... Hein! gendarme? Hein, gendarme? Hein, gen....!

— Nous avons ordre de ne pas répondre.

— Ah! c'est comme ça! Eh bien! je vais te révéler: tu n'es qu'un féroce municipal....

— Voilà du feu, citoyens....

Au bout de quinze jours, mon bon gendarme me demande.

— Pourquoi faire? dis-je.

— Suivez-moi toujours.

— Toujours, c'est trop. Est-ce que tu vas payer un canon, dis, vieux?

T'aimerais mieux de la réglisse... Est-ce qu'on va me fusiller?

— Nous avons ordre de ne pas répondre.

— Dragon de gendarme, va!

Le dernier verrou tiré, la dernière porte ouverte, j'embrassai le bon gendarme, en lui offrant mes civilités pour sa dame.

Me sentant toujours aussi coupable qu'au moment de mon arrestation, j'avais peur d'être repincé, et je jouai des guibolles.

Il paraît que le bon gendarme crut que je lui avais encore demandé quelque chose, car j'entendis de loin:

Nous avons ordre de ne pas répondre.

Comment se fait-il, vous dites-vous, qu'un pareil galopin ait été conduit et retenu à Vincennes? Voilà la chose: N'étant pas grand pour mon âge, j'avais été pris pour M. Louis Blanc.

C. FOUILLOU.

PAVÉS.

Faites des affiches! faites des affiches! toujours des affiches! et vous aurez le droit de vous poser crânement comme candidat à l'assemblée nationale!

Quels sont les titres de Monsieur Duchemin (Frumence). Il a fait deux ou trois placards contre Sobrier.

— Si les placards de Sobrier étaient incendiaires, l'éloquence de Duchemin était bien propre à en combattre l'effet: c'est de l'eau claire!

— Emile de Girardin nous fait savoir qu'il n'est pas républicain de la veille!... Il pourrait ajouter: ni du jour du lendemain.

— On dit, mais nous n'en croyons rien, que le citoyen Smith (et non Schmitt), qui se présente à l'Assemblée nationale, est le cordonnier de la rue Saint-Honoré, qui, par entêtement fraternel, causa des troubles dans le quartier.

S'il est élu, il sera certainement adjoint à la commission pour l'organisation du travail.

Le gérant responsable: LARDET.

Paris. — Imprimerie de BOULÉ, rue Coq-Héron, 3.